



COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES

Objet : Atterrissage budgétaire 2019 et anticipations **sur les risques budgétaires 2020 liés au portefeuille de l'Etat**

La présente communication a pour objet d'informer le Gouvernement sur les performances enregistrées en 2019 par les entreprises publiques (sociétés d'Etat et sociétés à participation financière publique majoritaire), les potentiels risques budgétaires pesant sur l'Etat dans le cadre de la gestion desdites sociétés ainsi que les perspectives budgétaires pour l'exercice 2020.

I. PERFORMANCES DES ENTREPRISES PUBLIQUES A L'ATTERRISSAGE 2019

L'année 2019 a été marquée par un maintien de la bonne dynamique au niveau des résultats des entreprises publiques, observée sur ces derniers exercices. En effet, le portefeuille public affiche un résultat provisoire excédentaire de **56,1** milliards FCFA contre **15,9** milliards FCFA en 2018 et un résultat positif de **5,5** milliards FCFA enregistré deux ans plus tôt.

La bonne performance réalisée en 2019 est principalement portée par les Sociétés d'Etat (SODE), avec une réalisation estimée à 49,1 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 85% par rapport aux objectifs budgétaires de l'exercice. L'excédent noté au niveau des SODE est tiré par la PETROCI (22,5 milliards FCFA), le PAA (12,2 milliards FCFA), la BNI (10,6 milliards FCFA) ainsi que la Banque Populaire de Côte d'Ivoire¹ (5,7 milliards FCFA).

Quant aux Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire (SPFPM), elles affichent un excédent de 7 milliards FCFA, sous l'effet conjugué des bons résultats de la CML (8,1 milliards FCFA) et la LONACI (4 milliards FCFA).

Cependant, des contreperformances sont à signaler au niveau de sept (7) sociétés, cumulant une perte de **19,9** milliards FCFA à l'atterrissage 2019, plus prononcée que le déficit de **8,9** milliards FCFA prévu en début d'exercice. Il s'agit de AIR CI (-8,1 milliards FCFA), de la Poste CI (-5,2 milliards FCFA), de la RTI (-3,8 milliards FCFA), de l'ANSUT (-1,5 milliard FCFA), de l'I2T (-618,3 millions FCFA), d'EDIPRESSE (-352,6 millions FCFA) et de la SICOGI (-219,8 millions FCFA).

En ce qui concerne les perspectives pour l'exercice 2020, les budgets soumis par les entreprises dégagent un résultat net consolidé qui ressortirait à **79,5** milliards FCFA, soit une hausse prévisionnelle de 42% par rapport à l'atterrissage 2019. Il convient toutefois de noter que cette prévision a été réalisée avant la survenance de la pandémie du CODIV-19, dont les premiers cas ont été enregistrés en Côte d'Ivoire le 11 mars 2020.

En effet, le contexte budgétaire se trouve fortement affecté par la maladie à coronavirus et certaines entreprises du portefeuille pâtissent des conséquences, en raison des restrictions imposées. C'est le cas notamment de Air CI qui enregistre une baisse drastique du trafic aérien et donc de ses revenus, du PAA et du PASP dont le trafic maritime affiche une forte baisse, consécutive à la baisse des commandes devant alimenter le commerce intérieur et la baisse du transit des marchandises vers les pays frontaliers.

De manière générale, cette pandémie devrait freiner la dynamique globale des performances du portefeuille, voire induire une baisse du résultat net par rapport à l'atterrissage 2019. Les projections de résultats nets devraient toutefois laisser apparaître un excédent au 31 décembre 2020.

¹ BPCI : Anciennement Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE)

A cet effet, les entreprises publiques ont été invitées à adopter des mesures visant à maintenir l'équilibre d'exploitation, dans l'attente de la fin de la pandémie. Toutefois, il conviendra de (i) poursuivre le dialogue stratégique entre la tutelle financière et ces entreprises, (ii) déployer le dispositif des contrôles opérationnels et (iii) finaliser le processus de généralisation des contrats d'objectifs et de performance.

II. RISQUES BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 2019

1. Risques budgétaires liés aux besoins de recapitalisation des entreprises publiques

L'examen de la situation financière provisoire des entreprises publiques, au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, fait ressortir la dégradation des capitaux propres de cinq (5) sociétés, en raison des pertes cumulées subies qui ont absorbé plus de la moitié de leur capital social. Il s'agit de l'Institut National de la Statistique (INS), de la société d'Édition et de Presse (EDIPRESSE), de la compagnie Air CI, de la Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT) et de Côte d'Ivoire ENGINEERING (CI-ENGINEERING).

Conformément à l'article 664 de l'Acte Uniforme de l'OHADA qui dispose que : « *Si, du fait des pertes constatées dans les états financiers de synthèse, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration ou l'administrateur général, selon le cas, est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider si la dissolution anticipée de la société a lieu* », ces sociétés sont exposées à une éventuelle liquidation judiciaire.

Afin de porter leurs fonds propres au minimum légal (50% du capital social) au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, ces sociétés présentent des besoins de recapitalisation qui se chiffrent à un montant cumulé de **34,4** milliards FCFA, avec une quote-part de **23,7** milliards FCFA relevant de l'Etat de Côte d'Ivoire, au regard du niveau de sa participation financière dans lesdites sociétés.

S'agissant de Air CI et CI-ENGINEERING, des mesures sont en cours de mise en œuvre pour la restauration des fonds propres. Le management de CI-ENGINEERING a entrepris la réévaluation de ses actifs, qui devrait générer un écart de réévaluation significatif impactant à la hausse le niveau des fonds propres. En ce qui concerne Air CI, un plan de compétitivité a été adopté par le Gouvernement en janvier 2020 pour la restauration de son équilibre financier. La mise en œuvre de ces mesures en 2020 permettra d'atténuer les risques d'exposition de l'Etat.

Par ailleurs, au regard des prévisions budgétaires 2020, les cinq (5) entreprises présentant un risque de dégradation des fonds propres à fin 2019 pourraient ne pas arriver à restaurer leur équilibre bilanciel. Il importe donc d'accélérer la mise en œuvre des mesures sus-évoquées en ce qui concerne les sociétés AIR CI et CI-ENGINEERING et de prévoir des mécanismes en vue de la restauration des fonds propres des autres sociétés ci-dessus citées.

2. Risques budgétaires liés à l'endettement

Au 31 décembre 2019, le stock de la dette des entreprises publiques non bancaires est estimé à **2 231,1** milliards FCFA, en hausse de 25,9% par rapport au niveau noté en 2018, dont le montant était évalué à **1 771,3** milliards FCFA.

Le stock de la dette des entreprises du secteur non bancaire est composé, à plus de **50%**, de dettes directes, **33,8%** de dettes rétrocedées et **1,9%** de dettes garanties. Les dettes rétrocedées sont estimées à **717,2** milliards FCFA à l'atterrissage 2019, essentiellement portées par les sociétés CI-ENERGIES (89,7%), AIR CI (4,7%), ANSUT (3,9%), SIFP (1,7%) et SODEMI (0,04%). Quant aux dettes garanties, seule Air CI est concernée pour un montant estimé à **40,2** milliards FCFA.

En outre, il importe de souligner que cinq (5) sociétés, à savoir PETROCI, SICOGI, ANSUT, Poste CI et SOTRA n'ont honoré que partiellement leurs engagements. Le montant versé par chacune de ces entreprises proportionnellement à leurs engagements oscille entre 15% (PETROCI) et 40% (Poste CI). Quant aux impayés de ces sociétés, ils se chiffrent à un total cumulé de 215,4 milliards FCFA, dont 57% portés par PETROCI.

Par ailleurs, en ce qui concerne les prévisions 2020, EDIPRESSE et la Poste CI présenteront un risque important de défaut de paiement, au regard de leur capacité d'autofinancement négative. De même, l'ANSUT pourrait connaître un défaut de paiement du service de la dette en 2020, vu les impayés enregistrés sur l'exercice précédent et les perspectives budgétaires ne laissant pas présager une amélioration substantielle de ses performances.

Dans le même ordre d'idée, CI-ENERGIES présente un Taux de Couverture de la Dette (TCD) légèrement inférieur à la norme (1,15 pour une norme de 1,2). Nonobstant ces situations contrastées, il est à noter que les ressources prévisionnelles, déduction faite des dépenses de fonctionnement et d'investissement, couvrent totalement le service de la dette en 2020. En particulier, le FER et le FODI enregistrent un Taux de Couverture de la Dette satisfaisant, traduisant la capacité de ces sociétés à honorer le service de leurs dettes en 2020.

En définitive, il s'avère nécessaire de prendre des dispositions en vue d'éviter la matérialisation des risques sus-exposés, compte tenu des tensions qui entourent l'exécution du budget 2020.

3. MESURES ENVISAGEABLES POUR L'ATTENUATION DES RISQUES

De façon spécifique, les actions coordonnées entre les tutelles devront concourir à la mise en œuvre des mesures ci-après.

➤ Mesures non financières

Il s'agira d'interpeller les dirigeants des sociétés présentant un risque certain, c'est-à-dire les sociétés dont les fonds propres sont entièrement consommés (CI-ENGINEERING, INS, EDIPRESSE et SGMT) à l'effet de proposer rapidement un plan de développement faisant l'économie, autant que faire se peut, d'un appui budgétaire direct de l'Etat. Ce plan consisterait à :

- définir un mécanisme d'abandon des dettes fiscales par l'Etat, dont l'objectif est d'assainir le passif de ces entreprises et par conséquent de bonifier leur résultat net ;
- envisager une revalorisation des actifs, le cas échéant, pour améliorer les capitaux propres. Pour rappel, cette méthode a permis à I2T de sortir de la zone rouge, bien qu'ayant une exploitation structurellement déficitaire ; cette mesure, faut-il le préciser, ne pourra s'appliquer aux structures dont les actifs sont assujettis à un contrat de concession qui arrive à échéance en 2021 ;
- diligenter des études de réduction de charges des entreprises présentant des marges opérationnelles structurellement déficitaires.

Et de manière générale, en ce qui concerne les processus de restructuration en cours ou finalisés sur les trois (3) derniers exercices (SNPECI, BPCI, I2T, CNRA, ...), un suivi particulier sera assuré, afin de veiller à l'exécution des plans opérationnels ayant soutenu lesdites restructurations.

➤ Mesures financières

Il s'agira de procéder à une surveillance rapprochée de la trésorerie des entreprises publiques, en particulier celles enregistrant des impayés de leurs dettes ou présentant un risque potentiel de sollicitation de l'Etat, à travers le cadre de reporting trimestriel des principaux indicateurs opérationnels et financiers.

A cet effet, les dirigeants des sociétés présentant un risque seront enjoins de mettre en place un plan de relance et de redynamisation viable. Ce plan devra contenir le coût de la restructuration envisagée et servira de base à la fixation des objectifs, retracés dans un contrat d'objectifs et de performance préalable à toute mise en œuvre de plan de restructuration.

➤ Mesures spécifiques liées à l'impact de la pandémie du CODIV-19

La pandémie du CODIV-19 entrainera certainement une dégradation de la situation financière des entreprises identifiées comme présentant des risques budgétaires, mais aussi celle de certaines entreprises dont l'équilibre reste fragile. Aussi, l'anticipation des risques budgétaires 2020, qui s'appuie sur les données prévisionnelles 2020, devrait être revue après la prise en compte des effets de la crise actuelle. En conséquence, les entreprises publiques devront :

- ajuster leurs prévisions budgétaires afin d'apprécier judicieusement l'incidence du ralentissement (ou de l'arrêt) de certaines activités économiques sur leurs performances financières ;
- présenter l'évolution de leur trésorerie, le manque à gagner potentiel, et le soutien attendu de l'Etat de Côte d'Ivoire, le cas échéant.

Telle est l'économie de la présente Communication relative aux risques budgétaires potentiels des entreprises du portefeuille de l'Etat.

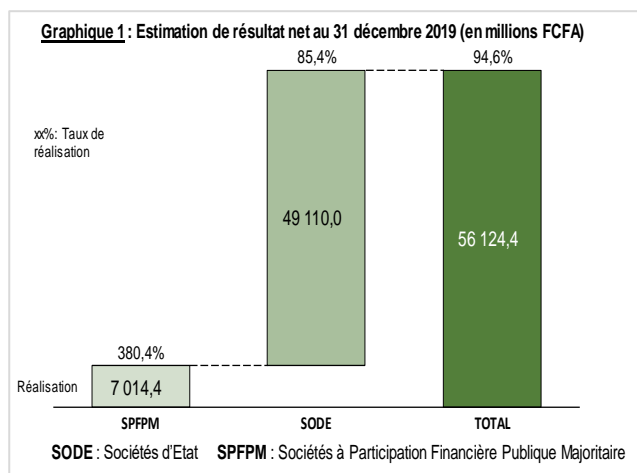
**LE MINISTRE AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, CHARGÉ
DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT**

Moussa SANOGO

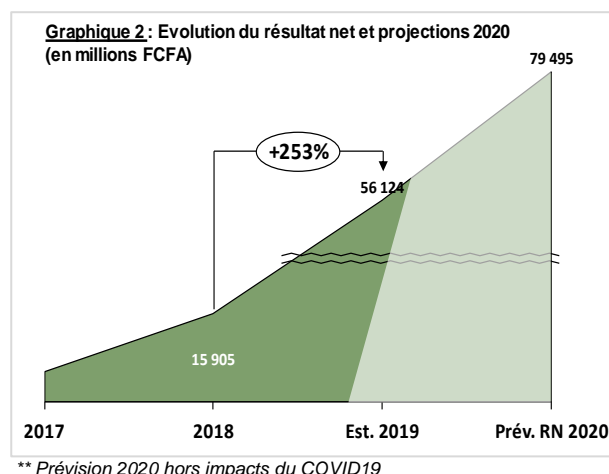
**ANNEXES A LA COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE AUX
RESULTATS PROVISOIRES 2019 DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET AUX RISQUES
BUDGETAIRES 2020**

Annexe 1 : Performances du portefeuille 2019 et prévision de résultat net 2020

Résultat net provisoire au 31 décembre 2019



Dynamique du résultat net et projection 2020**



Synthèse des principaux agrégats provisoires au 31 décembre 2019 (Données en milliards FCFA)

1 009,1 milliards FCFA de chiffre d'affaires : 98,9% des objectifs de la période			
Type de société	Chiffre d'affaires estimé au 31 décembre 2019	Prévision de chiffre d'affaires au 31 décembre 2019	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	618,5	659,8	↔ 94%
SPFP majoritaire	390,7	395,5	↔ 99%
1 552,1 milliards FCFA de produits globaux : 98,9% des objectifs de la période			
Type de société	Total produits et équivalents estimé au 31 décembre 2019	Prévision de total produits et équivalent au 31 décembre 2019	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	1 129,3	1 147,5	↔ 98%
SPFP majoritaire	422,8	422,3	↑ 100%
1 495,9 milliards FCFA comme charges exécutées : 99,1% de l'enveloppe de la période			
Type de société	Charges estimées au 31 décembre 2019	Prévision des charges au 31 décembre 2019	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	1 080,2	1 088,9	● 99%
SPFP majoritaire	415,7	420,6	● 99%
56,1 milliards FCFA d'excédent : 94,6% de taux de réalisation des performances prévisionnelles sur la période			
Type de société	Resultat net estimé au 31 décembre 2019	Prévision de resultat net au 31 décembre 2019	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	49 110,0	57 513,5	↔ 85%
SPFP majoritaire	7 014,4	1 843,9	↑ 380%
612,7 milliards FCFA d'investissements : 87% de taux de réalisation			
Type de société	Investissements estimés au 31 décembre 2019	Prévision d'investissement au 31 décembre 2019	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	599,5	662,0	91%
SPFP majoritaire	13,3	43,4	31%

Résultat net et chiffre d'affaires		Charges	
↑	TR>=100%	●	TR<=80%
↔	80%<=TR<100%	●	80%<TR<=100%
↔	60%<=TR<80%	●	TR>100%
↓	TR<60%		

TR : Taux de réalisation

Annexe 2 : Performances individuelles au 31 décembre 2019 et projection 2020**

SOCIETE	RN 2019 estimé (a)	RN 2019 prévu (b)	Proj. RN 2020 (budget 2020) (c)	Taux de réalisation du RN 2019 (a/b)	Taux de croissance projeté (c-a)/a
PETROCI HOLDING	22 455,0	16 190,0	29 295,0	139%	30%
PAA	12 163,0	14 747,7	12 329,0	82%	1%
BNI	10 594,0	4 915,0	7 877,0	216%	-27%
CML	8 095,9	8 428,4	6 223,0	96%	-23%
CNCE	5 715,9	4 916,5	736,2	116%	-87%
GUCE-CI SA	NA	NA	4 619,8	NA	NA
LONACI-SEM	4 000,4	2 003,9	5 066,9	200%	27%
BNETD	2 767,9	2 942,3	3 490,8	94%	26%
VERSUS BANK	1 515,0	1 378,0	1 744,0	110%	15%
SPDC	1 190,2	1 929,6	522,7	62%	-56%
LBTP	1 124,4	1 072,6	1 282,3	105%	14%
CI-ENERGIES	1 114,4	1 152,5	3 827,5	97%	243%
SODEXAM	878,6	0,0	0,0	NA	NA
SODEMI	692,0	4 075,6	3 318,7	17%	380%
PASP	670,0	600,0	600,0	112%	-10%
AGERROUTE	542,8	460,3	387,2	118%	-29%
SODERTOUR-LACS	505,9	547,2	475,6	92%	-6%
AIGF	350,7	304,2	89,6	115%	-74%
SOTRA	331,0	467,0	220,0	71%	-34%
INS-SODE	275,1	60,5	4,0	454%	-99%
CI- ENGINEERING	237,1	92,6	210,5	256%	-11%
AGEF	188	639,6	529,2	29%	181%
SONITRA	175,9	812,8	552,1	22%	214%
SNDI	168,2	500,0	300,0	34%	78%
ONEP	95,3	427,2	192,0	22%	101%
IDT	78,3	75,0	179,3	104%	129%
SIPF	34,5	20,4	44,3	170%	28%
FODI	30,0	17,3	15,6	173%	-48%
SGMT	14,5	22,4	76,6	65%	428%
INIE	1,6	1,1	32,7	149%	1958%
FER	0,0	0,0	0,0	NA	NA
ONAD	0,0	0,0	0,0	NA	NA
SODEFOR	0,0	0,0	0,0	NA	NA
SICOGI	-219,8	-2 183,1	428,4	NA	NA
EDIPRESSE	-352,6	11,6	-87,1	-3051%	-75%
I2T	-618,3	-1 299,0	21,5	NA	NA
ANSUT	-1 529,6	5 413,8	ND	-28%	
RTI	-3 813,0	52,0	212,0	-7333%	-106%
PCI	-5 251,1	30,1	-5 321,4	-17455%	1%
AIR CI	-8 097,0	-10 903,0	ND	NA	NA
TOTAL	56 124,44	59 922,02	79 494,82	84%	57%

** Prévisions 2020 hors impacts du COVID19

Annexe 3 : Besoins en recapitalisation à l'atterrissage 2019 et estimation 2020

Société	RN_Prév. 2019	RN_est. 2019	Taux de réalisation	RN_Prév. 2020	CS_2018	FP_2018	FP_est. 2019	BR_2019	FP/CS_2019	FP_est. 2020	BR_2020	FP/CS_2020
ACI	-10 903,0	-8 097,0	0,7	0	130 000,0	50 697,0	42 600,0	22 400,0	0,3	42 600	22 400,0	0,3
INS	60,5	275,1	4,5	4	2 000,0	-7 348,8	-7 073,7	8 073,7	-3,5	-7 070	8 069,7	-3,5
CI-ENGINEERING	92,6	237,1	2,6	210	1 301,0	-2 192,9	-1 955,8	2 606,3	-1,5	-1 745	2 395,8	-1,3
SGMT	22,4	14,5	0,6	77	250,0	-763,3	-748,7	873,7	-3,0	-672	797,2	-2,7
EDIPRESSE	11,6	-352,6	-30,5	-87	25,0	-122,4	-475,0	487,5	-19,0	-562	574,6	-22,5
AGEF	639,6	188,6	0,3	529	400,0	5 435,9	5 624,5	0,0	14,1	6 154	0,0	15,4
AGEROUTE	460,3	542,8	1,2	387	300,0	1 117,2	1 660,0	0,0	5,5	2 047	0,0	6,8
AIGF	304,2	350,7	1,2	90	500,0	16 671,2	17 021,9	0,0	34,0	17 112	0,0	34,2
ANSUT	5 413,8	-1 529,6	-0,3	0	86 078,1	106 599,3	105 069,8	0,0	1,2	105 070	0,0	1,2
BNETD	2 942,3	2 767,9	0,9	3 491	2 000,0	15 655,1	18 423,0	0,0	9,2	21 914	0,0	11,0
CI-ENERGIES	1 152,5	1 114,4	1,0	3 828	20 000,0	1 742 770,9	1 743 885,3	0,0	87,2	1 747 713	0,0	87,4
CML	8 428,4	8 095,9	1,0	6 223	600,0	4 901,6	12 997,5	0,0	21,7	19 221	0,0	32,0
FER	0,0	0,0	1,0	0	300,0	3 149,8	3 149,8	0,0	10,5	3 150	0,0	10,5
FODI	17,3	30,0	1,7	16	10,0	74,0	104,0	0,0	10,4	120	0,0	12,0
I2T	-1 299,0	-618,3	0,5	22	250,0	1 659,2	1 040,9	0,0	4,2	1 062	0,0	4,2
INIE	1,1	1,6	1,5	33	120,0	1 509,5	1 511,1	0,0	12,6	1 544	0,0	12,9
LBTP	1 072,6	1 124,4	1,0	1 282	1 000,0	5 773,9	6 898,2	0,0	6,9	8 181	0,0	8,2
LONACI	2 003,9	4 000,4	2,0	5 067	400,0	4 275,0	8 275,3	0,0	20,7	13 342	0,0	33,4
ONAD	0,0	0,0	1,0	0	1 000,0	2 366,9	2 366,9	0,0	2,4	2 367	0,0	2,4
ONEP	427,2	95,3	0,2	192	150,0	1 241,3	1 336,7	0,0	8,9	1 529	0,0	10,2
PAA	14 747,7	12 163,0	0,8	12 329	16 000,0	131 334,1	143 497,1	0,0	9,0	155 826	0,0	9,7
PASP	600,0	670,0	1,1	600	2 897,5	13 687,2	14 357,2	0,0	5,0	14 957	0,0	5,2
PCI	30,1	-5 251,1	-174,5	-5 321	5 362,2	23 202,2	17 951,1	0,0	3,3	12 630	0,0	2,4
PETROCI	16 190,0	22 455,0	1,4	29 295	20 000,0	373 303,9	395 758,9	0,0	19,8	425 054	0,0	21,3
RTI	52,0	-3 813,0	-73,3	212	6 000,0	8 552,4	4 739,4	0,0	0,8	4 951	0,0	0,8
SIPF	20,4	34,5	1,7	44	3 000,0	2 784,0	2 818,5	0,0	0,9	2 863	0,0	1,0
SNDI	500,0	168,2	0,3	300	200,0	3 045,3	3 213,4	0,0	16,1	3 513	0,0	17,6
SNPECI	-564,6	0,0	0,0	0	821,2	3 356,9	3 356,9	0,0	4,1	3 357	0,0	4,1
SODEMI	4 075,6	692,0	0,2	3 319	600,0	26 393,9	27 085,9	0,0	45,1	30 405	0,0	50,7
SODERTOUR-LACS	547,2	505,9	0,9	476	10 000,0	9 651,5	10 157,4	0,0	1,0	10 633	0,0	1,1
SODEXAM	0,0	878,6	NA	0	1 414,7	19 108,6	19 987,2	0,0	14,1	19 987	0,0	14,1
SOTRA	467,0	331,0	0,7	220	17 038,0	56 108,0	56 439,0	0,0	3,3	56 659	0,0	3,3
SPDC	1 929,6	1 190,2	0,6	523	7 140,2	110 563,5	111 753,6	0,0	15,7	112 276	0,0	15,7
IDT	75,0	78,3	1,0	179	500,0	11 747,2	11 825,5	0,0	23,7	12 005	0,0	24,0
SONITRA	812,8	175,9	0,2	552	2 272,5	1 489,6	1 665,5	0,0	0,7	2 218	0,0	1,0
SICOGI	-2 183,1	-219,8	0,1	428	6 777,4	29 214,5	28 994,7	0,0	4,3	29 423	0,0	4,3
SODEFOR	NA	NA	NA	NA	50,0	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

BR : besoin en Recapitalisation FP: Fonds Propres
RN : Résultat Net Prév. Prévision CS: Capital Social
est. Estimation

Annexe 4 : Suivi de l'endettement au 31 décembre 2019 et anticipations sur la couverture de la dette

Stock de la dette au 31 décembre 2019

Sociétés	Stock de la dette 2019	Dette garantie	Dette retrocédée	Stock de la dette 2018
ACI	73 743,9	40 182,5	33 561,4	81 354,9
ANSUT	113 727,0		28 127,1	133 001,7
BNI	2 670,0			3 300,0
CI-ENERGIES	986 812,7		643 264,3	586 447,8
CML	3 218,3			1 120,9
EDIPRESSE	243,1			NA
FER	187 988,6			120 600,0
FODI	42 604,6			27 500,0
ONEP	329,9			5,4
PAA	439 360,7			376 113,0
PASP	2 054,7			1 686,7
PCI	640,2			1 878,0
PETROCI	24 200,0			70 404,5
SICOGI	3 673,1			3 353,3
SIPF	14 341,8		11 949,5	11 836,8
SIR	314 774,3			327 492,3
SNDI	197,9			187,3
SNPECI	172,0			169,2
SODEMI	264,4		264,4	264,4
SOTRA	19 834,3			24 658,1
SPDC	261,1			431,3
TOTAL	2 231 112,7	40 182,5	717 166,8	1 771 805,7

Estimation de la capacité de remboursement pour l'exercice 2020

Société	Endettement net (en Mn FCFA)	CAFG (en Mn FCFA)	Capacité de remboursement
CML	398	7 701	0,05
EDIPRESSE	911	-170	-5,37
PAA	585 359	24 686	23,71
PASP	2 609	2 969	0,88
PCI	9 180	-2 014	-4,56
PETROCI	87 201	61 121	1,43
SICOGI	4 010	1 934	2,07
SOTRA	8 924	6 950	1,28
SPDC	592	1 408	0,42
SIPF			
SNDI			
SNPECI			
ACI			

Données non disponibles

Evolution du taux de couverture de la dette et prévision 2020

SOCIETES	2020	2019	2018	2017	2016
FER	1,45	1,28	1,6	1,82	1,25
ANSUT	ND	1,00	1,07	1,01	1,15
FODI	4,24	1,24	1,17	2,16	4,63
CI-ENERGIES	2,00	1,09	2,32	1,3	1,69